



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 19 octobre 2021

## **AESH : une nouvelle journée de mobilisation massive pour l'abandon des PIAL et revendiquer un vrai statut et un vrai salaire !**

*Après celles des 8 avril et 3 juin dernier, c'est aujourd'hui la troisième journée de grève nationale des AESH à l'appel de l'intersyndicale. Nous nous félicitons de la réussite de cette grève : les AESH ont encore une fois démontré leur capacité de mobilisation et leur détermination. Plusieurs milliers de collègues se sont mis-es en grève et plus d'une centaine de rassemblements et manifestations ont eu lieu devant les DSDEN, rectorats et devant le ministère de l'éducation nationale.*

Cette rentrée 2021 a été marquée par la généralisation des Pôles inclusifs pour l'accompagnement localisés (PIAL), outil de la mutualisation des moyens d'accompagnement. À l'inverse de l'évaluation des besoins des élèves au plus près de la réalité, c'est une logique de rentabilité et d'économie des moyens qu'impose le ministère. Les conditions d'accompagnement des élèves sont de plus en plus détériorées, les conditions de travail des AESH de plus en plus difficiles.

Pour les personnels, le ministère continue d'imposer sa logique de contractualisation et de précarisation : avec un salaire moyens de 750 euros, les AESH enchaînent les années de CDD. Au bout de 6 ans, la CDIation n'offre aucune garantie statutaire. Cela pousse bon nombre de collègues à démissionner et les difficultés de recrutement sont prégnantes. Les revalorisations salariales annoncées par le ministre Blanquer à la fin de l'été ne sont qu'un leurre tellement elles sont faibles.

Après cette journée de grève massive, la mobilisation doit marquer le pas. Pour gagner il faut instaurer un rapport de force

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



puissant. SUD éducation appelle les AESH à constituer des collectifs locaux auto-organisés, pour s'opposer aux conséquences des PIAL (démultiplication des lieux de travail et du nombre d'élèves à accompagner, mutations forcées, pressions hiérarchiques, etc.) et imposer des avancées locales aux académies (offre de formation, brigades de remplacement, gestion des personnels, etc.).

Au plan national, SUD éducation portera au sein de l'intersyndicale la construction d'une nouvelle date de grève pour continuer d'imposer un rapport de force au ministère sur la question des salaires et du statut.

**Aux côtés des AESH, SUD éducation revendique :**

- **la création d'un statut d'éducatrice/éducateur scolaire spécialisé·e et une titularisation sans condition dans un corps de fonctionnaire ;**
- **la reconnaissance d'un temps plein pour 24 heures d'accompagnement auxquelles s'ajoutent les heures connexes pour le travail de préparation, de suivi et de concertation ;**
- **l'accès à la prime REP/REP+ au même titre que les autres personnels ;**
- **l'abandon des PIAL et de la logique de mutualisation ;**
- **une véritable formation initiale et continue.**

**SUD éducation a chiffré le coût financier de ses revendications : créer un statut de fonctionnaire pour 129 000 AESH avec un temps plein à 24h et un salaire net à 1 700 euros coûterait 0,211 milliards d'euros, soit une augmentation de 0,27 % du budget du ministère de l'éducation nationale.**